

1980



NATIONS UNIES

UN/SA COLLECTION

ASSEMBLEE  
GENERALEDistr.  
GENERALEA/C.5/35/68  
24 novembre 1980

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-cinquième session  
CINQUIEME COMMISSION  
Points 91 et 107 de l'ordre du jour

## BUDGET-PROGRAMME DE L'EXERCICE BIENNAL 1980-1981

RAPPORT DE LA COMMISSION DES NATIONS UNIES POUR LE DROIT COMMERCIAL  
INTERNATIONAL SUR LES TRAVAUX DE SA TREIZIEME SESSIONIncidences administratives et financières du projet de résolution  
publié sous la cote A/C.6/35/L.9Etat présenté par le Secrétaire général conformément à l'article 153  
du règlement intérieur

1. A sa 41ème séance, le 7 novembre 1980, la Sixième Commission a adopté le projet de résolution publié sous la cote A/C.6/35/L.9. Elle était saisie d'un état des incidences financières de ce projet (A/C.6/35/L.11).
2. Aux termes du paragraphe 1 du projet de résolution publié sous la cote A/C.6/35/L.9, l'Assemblée générale prendrait acte avec satisfaction du rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa treizième session.
3. Au paragraphe 162 de son rapport, la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international a indiqué qu'à sa 240ème séance, le 23 juillet 1980, elle a adopté une décision par laquelle elle priait le Secrétaire général de prendre toutes les dispositions nécessaires en vue de la tenue du deuxième Colloque de la CNUDCI sur le droit commercial international à l'occasion de la quatorzième session de la Commission à Vienne en 1981.
4. Aux termes des paragraphes 10 et 11 du projet de résolution publié sous la cote A/C.6/35/L.9, l'Assemblée générale, soulignant combien il est utile et important d'organiser des colloques en vue de promouvoir une connaissance et une compréhension meilleures du droit commercial international et, en particulier, d'assurer la formation de jeunes juristes de pays en développement dans ce domaine :

a) Exprimerait sa gratitude à tous les Etats qui ont offert des contributions pour l'organisation du deuxième Colloque de la CNUDCI sur le droit commercial international à l'occasion de la quatorzième session de la Commission à Vienne en 1981;

b) Ferait appel aux autres Etats, ainsi qu'aux organisations, institutions et particuliers, pour qu'ils consentent des contributions analogues de sorte que le nombre des participants au deuxième colloque de la CNUDCI originaires de pays en développement puisse être accru.

5. Le Secrétaire général croit comprendre que les contributions des Etats et autres serviraient à couvrir les frais de voyage et les indemnités de subsistance des participants des pays en développement, mais que les services de conférence seraient assurés au titre du budget-programme ordinaire de l'exercice biennal 1980-1981.

6. Aux fins de l'établissement des coûts, les hypothèses suivantes ont été formulées :

a) Le colloque se tiendrait à Vienne du 22 au 26 juin 1981;

b) Un total de huit séances seraient organisées, pour lesquelles une interprétation en deux langues (anglais et français) serait assurée.

7. Compte tenu de ce qui précède, le coût des services de conférence est estimé à 19 000 dollars, répartis comme suit :

	<u>Charge de travail</u> <u>totale</u>	<u>Prix unitaire a/</u> <u>(en dollars)</u>	<u>Coût b/</u> <u>(en dollars) (en dollars)</u>	
<u>Documentation à établir</u> <u>avant la session</u>				
(16 500 mots, anglais et et français)				
Traduction	14 jours	210/jour	2 900	
Révision	5 jours	225/jour	1 100	
Dactylographie	21 jours	140/jour	2 900	
Reproduction	17 500 pages	0,019/page		
	imprimées	imprimée	300	
Distribution	7 000 documents	0,045/document	<u>300</u>	7 500
<u>Service des réunions</u>				
Interprétation (anglais et français)				
	34 jours	320/jour	10 900	
Personnel d'appui				
Fonctionnaires des conférences				
	5 jours	50/jour	300	
Commis à la distri- bution des documents				
	5 jours	50/jour	<u>300</u>	<u>11 500</u>
Total				19 000

a/ Aux fins de l'établissement des coûts, les prix unitaires pour l'interprétation, la traduction, la révision et la dactylographie comprennent l'élément "frais de voyage".

b/ Les sommes d'un montant inférieur à 100 dollars ont été arrondies.

8. Les dépenses ci-dessus sont calculées sur la base du coût intégral. Elles seront incorporées dans l'état récapitulatif du coût total des services de conférence qui sera présenté à l'Assemblée générale vers la fin de sa session en cours et sur la base duquel des ressources additionnelles nettes destinées aux services de conférence seront dégagées sur la base du calendrier des conférences de 1981 tel qu'il a été approuvé par l'Assemblée.